

cyberpresse.ca

LA PRESSE



MICK JAGGER

LES STONES FRAPPENT FORT

NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À BOSTON MARC CASSIVI
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 5

LES COÛTS DE LA RENTRÉE

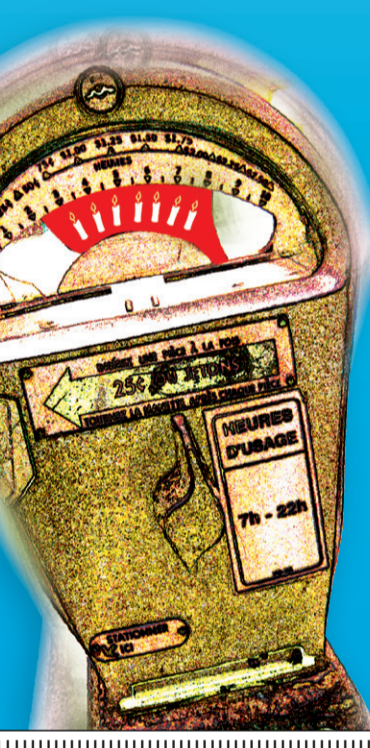
PAGES A2 ET A3



FORMULE 1
KIMI RAIKKONEN
A TENU BON
SPORTS PAGES 1 ET 3

GOLF
WOODS:
UN OISELET AU
BON MOMENT
SPORTS PAGE 5

CONDUIRE EN VILLE
LE PARCOMÈTRE
A 70 ANS
CAHIER L'AUTO



Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
Mick Jagger est le pape du rock'n'roll...
et il en a l'âge!

Plus je change, plus je suis pareille. Qui suis-je?
Détails au www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

SOMMAIRE

Bandes dessinées	AFFAIRES 4
Bridge	AFFAIRES 7
Décès	AFFAIRES 8
Feuilleton	AFFAIRES 4
Forum	A 13
Horaires télévision	ARTS 2
Loteries	A 10
Mots croisés	SPORTS 6 et AFFAIRES 4
Mot mystère	AFFAIRES 4
Observateur	AFFAIRES 5
Petites annonces	AFFAIRES 5 et AFFAIRES 2
Quoi faire	ARTS 4
Quoi faire, maisons de la culture	ARTS 4

Météo
Ciel variable. Risques d'orages, maximum 22, minimum 14, plus de détails en page SPORTS 6

6 2 1924 98765 1

La CSN et la FTQ amorcent un cycle de journées de grève dans le secteur public

RENTRÉE PERTURBÉE DANS UNE VINGTAINNE DE CÉGEPES

RAYMOND GERVAIS

La rentrée scolaire des cégepiens risque d'être perturbée ce matin dans 20 cégeps du Québec en raison du débrayage de

24 heures des employés de soutien.

Du 22 août au 6 septembre, la majorité des cégeps et des commissions scolaires seront paralysés durant la première journée de classe par la

grève des employés de soutien et des professionnels membres du front commun CSN-FTQ. Pour les deux centrales syndicales, il s'agit d'un premier coup de semonce afin de protester contre la lenteur des négocia-

tions et l'offre de 12,6 % en six ans faite par le gouvernement, qualifiée de ridicule et nettement insuffisante par les syndicats.

➤ Voir RENTRÉE en page A8

Coupe Rogers La Flamande a raison de la Wallonne



PHOTO AARON HARRIS, CP

La Belgique ne pouvait perdre lors de la finale de la Coupe Rogers, disputée hier à Toronto, puisque les deux adversaires en finale, Kim Clijsters (notre photo), la Flamande, et Justine Henin-Hardenne, la Wallonne, représentent le pays du roi Albert II. Il fallait néanmoins une gagnante et c'est la néerlandophone qui l'a emporté 7-5 et 6-1 sur la francophone. Les détails en page 2 du cahier Sports.

Six marins turcs se jettent par-dessus bord dans le Saint-Laurent

HUGO MEUNIER

Dans un geste apparemment désespéré, six marins turcs se sont jetés par-dessus bord dans le fleuve Saint-Laurent hier matin,

au large de la petite municipalité de Champlain, en Mauricie. Il y a 10 jours, deux autres membres du même équipage avaient pris la poudre d'escampette à Montréal.

Au total, huit marins turcs avaient prévu s'enfuir depuis que leur cargo, l'*Imbat*, qui bat pavillon maltais, a jeté l'ancre au port de Sorel le 8 août dernier. Le bateau avait repris sa route

lorsque les six marins ont plongé dans le fleuve, vers 6 h hier matin. Les policiers de la Sûreté du Québec ont réussi à en rattraper trois en matinée. L'un d'eux, qui s'était agrippé à une bouée, a été repêché après que ses cris eurent alerté des passants. Comme il souffrait d'hypothermie, il a été hospitalisé à Trois-Rivières, mais on ne craint pas pour sa vie.

➤ Voir MARINS en page A4

Feu de paille dans la plaine texane?

RICHARD HÉTU

COLLABORATION SPÉCIALE
TEXAS

CRAWFORD – Il y a désormais deux « camps Casey » aux portes du ranch de George W. Bush, à l'extérieur de la petite ville de Crawford, au Texas. Et s'il n'en tient qu'à Juan Torres, père d'un soldat mort en Afghanistan, il y en

aura bientôt un dans chaque ville des États-Unis.

« Nous devons poursuivre le combat de Cindy dans tout le pays », a déclaré Torres, qui s'adressait samedi soir à quelque 200 manifestants réunis sous un grand chapiteau non loin du premier camp Casey.

« Le président n'est pas intéressé à savoir combien de soldats sont morts en Irak et en Afghanistan, a ajouté Torres, employé d'hôtel de Chicago. Il préfère compter les pois-

sons qu'il pêche dans son lac. Nous devons le forcer à affronter la réalité. »

Casey est le prénom du fils de Cindy Sheehan, Californienne de 48 ans qui a établi, le 6 août dernier, un campement sur la route de campagne qui mène au ranch de George W. Bush. Âgé de 24 ans, le soldat a été tué à Bagdad en avril 2004.

➤ Voir HÉTU en page A10

CP NAVIGATION CHANGE DE MAIN

RAY MILES PRÉSIDENT DE CP

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

15% DE RABAIS SUR UN TRAITEMENT COMPLET À PRIX COURANT

SPÉCIAL D'ÉTÉ METROPOLITAIN?

Du jamais vu à Montréal!

Longueuil (450) 651-5531 | Laval (450) 668-9883 | Anjou (514) 356-1519 | N.D.G. (514) 488-7300 | Pierrefonds (514) 685-5055

ANTIROUILLE GARAGE RECOMMANDÉ CAA

LE COÛT DE LA RENTRÉE

Bien que l'école publique soit en théorie gratuite au Québec, la rentrée coûte cher. Pour payer les livres et les photocopies, les écoles primaires facturent en moyenne de 40 \$ à 79 \$ par élève, et les écoles secondaires de 71 \$ à 115 \$, selon le groupe de travail sur les frais exigés des parents. Cela ne comprend pas les 7 \$ par jour du service de garde, les repas à la cafétéria et les crayons à acheter à la papeterie. Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a promis d'encadrer ces frais, mais rien ne sera prêt pour septembre.

Les bizarreries des listes de fournitures scolaires

MARIE ALLARD

Les listes de fournitures scolaires à acheter par les parents sont de plus en plus longues, précises et loufoques. Il ne suffit pas d'avoir des crayons et des cahiers.

Les listes envoyées par les écoles primaires de Verdun, que *La Presse* a consultées, demandent des bizarreries comme des sacs Ziploc, des jeux de cartes, des jetons de bingo, des balles de tennis et des casse-tête.

Les écoles sont extrêmement précises : il faut neuf duo-tangs de couleurs différentes (quitte à devoir faire trois magasins pour en trouver), une règle de 30 cm en plastique souple et transparent (comme si les règles en bois mesureraient moins bien), six grosses gommes à effacer (une quantité phénoménale pour une année scolaire).

Des marques chères

Des marques chères sont exigées, par exemple Pritt pour la colle et Prismacolor pour les crayons de couleur. L'école Notre-Dame-de-la-Paix va jusqu'à préciser : « Faites attention au matériel acheté au magasin Dollarama car la qualité laisse à désirer. » On ajoute qu'on ne veut pas de marque « China » ou « Czechoslovakia ».

« C'est un gros bobo, les marques précises de fournitures scolaires qui sont demandées, dit Sylvie Rochette, directrice du Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal. Leur coût devient vite exorbitant pour les familles. »

« On finit les frais des vacances pour commencer ceux de la rentrée, constate Salima Dahmani, une mère qui élève seule sa famille, rencontrée dans un maga-



Le Jean Coutu de la rue Wellington, à Verdun, a voulu rendre service à sa clientèle en dressant un étalage des listes de matériel scolaire des écoles des environs.

sin Bureau en gros. Au total, pour envoyer mes trois enfants à l'école, ça me coûte 1000 \$. Et ce prix ne comprend que les fournitures et la facture envoyée par l'école. C'est sans parler des vê-

tements des adolescents, qui sont chers. »

André Roy a payé 180 \$ pour le matériel scolaire de son aîné, Jean-Romain, âgé de 11 ans. « Les professeurs font leur pos-

sible pour limiter les coûts, mais il y a beaucoup de choses à acheter, indique le père. Heureusement, un objet comme un dictionnaire des synonymes, c'est bon pour la vie. »

Évidemment, M. Roy pourrait réutiliser les crayons de l'an dernier. « Mais je me souviens que c'était une fête pour moi d'entrer à l'école avec du matériel neuf, et je veux offrir ça à mes enfants. »

Deux fois plus d'enfants aidés par les Magasins-Partage

MARIE ALLARD

Le nombre d'élèves démunis aidés par les Magasins-Partage de la rentrée va doubler. « L'an dernier, nous avons offert du matériel scolaire à 1000 enfants, dit Sylvie Rochette, directrice du Regroupement des

Magasins-Partage de l'île de Montréal. Cette année, notre objectif était de 1250 enfants, mais nous avons déjà de 1500 à 2000 noms sur nos listes. »

Les 10 Magasins-Partage de la rentrée, soit deux de plus que l'an passé, seront ouverts la semaine prochaine. Les familles

au budget serré pourront y obtenir gratuitement des fournitures scolaire de base (sac à dos, boîte à lunch, cahiers, crayons) en plus de denrées alimentaires à 10 % du coût réel.

« Si notre clientèle a presque doublé depuis l'an dernier, c'est parce que nous sommes plus con-

nus, que nous avons reçu plus de dons, mais aussi parce que les besoins sont de plus en plus criants à la rentrée scolaire », indique M^{me} Rochette. Les frais sont énormes pour les bénéficiaires de l'aide sociale, mais également pour les petits salariés, qui s'en sortent le reste de l'année.

LISTE DE MATÉRIEL SCOLAIRE OBLIGATOIRE

Voici quelques articles demandés dans les écoles primaires de Verdun :

- > Six gommes à effacer blanches de marque Staedtler ou Berol
- > Neuf duo-tangs de couleurs différentes
- > Un paquet de cartes à jouer
- > Un casse-tête neuf de 100 morceaux
- > 12 billets de métro et autobus
- > Trois boîtes de papiers-mouchoirs
- > Des autocollants amusants
- > 100 jetons de bingo dans un étui ou une boîte
- > Quatre balles de tennis

Réservez maintenant et économisez 30 %

Voyagez avec nous pour de super tarifs

aller simple à partir de Départs de Montréal

99\$* Toronto	139\$* Moncton	149\$*† Charlottetown	159\$* Fort Lauderdale	169\$* Orlando Tampa
169\$*†† Fort Myers	199\$* Calgary Edmonton	229\$* Las Vegas	239\$* Kelowna Vancouver	249\$* Victoria

Réservez d'ici le 25 août et voyagez avant le 15 décembre 2005.

Si ces tarifs ne vous font pas sourire, nos sièges en cuir, la télé en direct ExpressVu intégrée au dossier et notre incroyable service le feront assurément. Réservez sur westjet.com ou contactez votre agent de voyages et accumulez des milles de récompense AIR MILES^{MD}. Ou appelez simplement au 1 877 956 6982.

Surveillez en ligne nos super tarifs pour le mois d'août.



WESTJET

Bienvenue à bord.

LE COÛT DE LA RENTRÉE



PHOTOS ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Ikram Yacef, 8 ans, cherche « des livres intéressants » au Bureau en gros de la rue Newman, à LaSalle.

Québec tarde à limiter les frais



Manuel Roy, 9 ans, et son frère Jean-Romain, 11 ans, ont trouvé les crayons de couleur qu'il leur faut...

MARIE ALLARD

La rentrée va coûter cher aux parents. Le projet de loi 106, qui doit limiter les frais imposés par les écoles, n'est pas encore en vigueur. « Ce ne sera pas pour septembre de cette année, indique Johanne Méthot, agente d'information au ministère de l'Éducation. Le gouvernement n'a pas encore déterminé la date de l'entrée en vigueur des modifications relatives aux frais facturés aux parents. Et on n'a aucune indication pour savoir quand ce sera. »

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a présenté ce projet de loi en mai dernier afin de « mieux encadrer ces frais et de limiter les fluctuations trop importantes à l'intérieur d'un même territoire ». Son prédécesseur, Pierre Reid, avait promis de fixer un maximum par élève, mais cet engagement n'a pas été tenu.

Bien que l'école publique soit en théorie gratuite, la facture envoyée aux parents est salée. Elle a bondi de 40 % en quatre ans, passant de 100 à 143 millions de dollars par année, selon un rapport du groupe de travail sur les frais exigés des parents. Seulement pour les cahiers d'exercices, les écoles ont demandé 35,2 millions aux familles en 2003. À cela s'ajoutent les 7 \$ par jour du service de garde, le coût de la cafétéria et celui du matériel scolaire (crayons, cahiers, ciseaux, etc.).

« Il n'y aura pas vraiment de changement cette année puis-

qu'on attend encore le décret du gouvernement, note Diane Miron, présidente de la Fédération des comités de parents (FCPQ) et membre du groupe de travail sur les frais exigés des parents. On peut espérer que la sensibilisation qu'on a faite au cours de l'année dernière aura pour effet de baisser les coûts, mais ce n'est pas sûr. »

Les parents auront droit de regard

Le projet de loi prévoit deux mesures. Les conseils d'établissement — qui sont formés à moitié de parents — auront leur mot à dire puisqu'ils encadreront le montant des factures et approuveront la liste de matériel scolaire. Quant aux commissions scolaires, elles devront adopter une politique relative aux contributions financières qui peuvent être réclamées.

« On sait qu'on doit faire ça, indique Claudette Lechasseur, porte-parole de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Ça fait partie des politiques qui vont être en chantier cette année, il nous faut consulter les syndicats, les parents et les associations. » L'an dernier, la facture envoyée aux parents s'élevait en moyenne à 44 \$ par élève du primaire à la CSDM, soit nettement moins qu'ailleurs au Québec.

« C'est sûr que depuis 10 ans, les frais ont augmenté, dit Claude Bouchard, président du Comité central des parents de la CSDM et père de trois élèves. Il faut que les parents soient renseignés et qu'ils posent des questions pour savoir

pourquoi leur école demande 10 \$ de plus qu'une autre. Dans mon école primaire, on a fait valoir qu'il faudrait fournir le matériel de référence de français plutôt que de le facturer, et la direction a été très ouverte. »

Les dictionnaires doivent être fournis

La Loi sur l'instruction publique est claire : l'élève « a droit à la gratuité des manuels scolaires et du matériel didactique » jusqu'à 18 ans. Seules deux exceptions sont prévues : l'école peut faire payer pour les documents dans lesquels l'élève écrit, dessine ou découpe (cahiers d'exercices) et pour les crayons, le papier et autres objets de même nature.

Il est illégal de demander aux parents d'acheter des dictionnaires, des flûtes, des romans ou des calculatrices scientifiques. « Lorsqu'un objet est soit spécialisé, soit coûteux et qu'il est requis pour un cours spécifique ou un programme précis, il s'agit nécessairement de matériel didactique qui doit être fourni gratuitement par la commission scolaire », précise le guide *Frais exigés des parents : quelques balises*, publié par le MELS en 1999.

Les établissements transgressent toutefois ces règles. L'école primaire Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, de Verdun, demande par exemple aux parents d'acheter des guides de conjugaison *Bescherelle*, ce qui est interdit.

CE QUE DIT LA LOI

La Loi sur l'instruction publique est claire : l'élève « a droit à la gratuité des manuels scolaires et du matériel didactique » jusqu'à 18 ans. Seules deux exceptions sont prévues : les documents dans lesquels l'élève écrit, dessine ou découpe (cahiers d'exercices) peuvent être payés par les parents, comme les crayons, le papier et autres objets de même nature.

Des écoles plus chères que d'autres

MARIE ALLARD

L'école primaire Saint-Gérard, dans le quartier Villeray, demandait l'an dernier 48 \$ aux parents des élèves de première année. À un kilomètre de là, l'école Marie-Favery ne demandait pourtant que 23,35 \$ par enfant, soit moins de la moitié.

« Pour le même enseignement, le coût est différent, dit Kenneth George, commissaire de Ville-

ray—Petite-Patrie. La première fois que j'ai vu ça, j'ai sauté au plafond ! J'en ai informé les administrations des écoles, qui se sont généralement rendu compte elles aussi que ça n'avait pas de sens. »

S'il reste des disparités criantes — l'exemple de Saint-Gérard et de Marie-Favery en est la preuve —, la situation s'est beaucoup améliorée depuis 10 ans dans Villeray. Soit depuis que le com-

missaire compile et rend publics les sommes réclamées par chacune des écoles de son quartier.

En 1993-1994, l'école Saint-Gabriel-Lalemant demandait en moyenne 52 \$ par enfant. Une décennie plus tard, cette somme a fondu à 16 \$. « Année après année, il y a eu une réduction substantielle des coûts, constate M. George. Les enseignants et les parents ont compris qu'ils devaient tenir compte de la pau-

vreté relative des milieux et arrêter d'exiger l'achat de beaux cahiers en couleur. Ils font maintenant des photocopies. »

En étudiant les résultats des élèves, le commissaire a établi qu'il n'y avait « aucune corrélation entre le coût des effets scolaires et la performance ». Il a ensuite souligné le fait que les parents n'ont pas à financer la liberté professionnelle des enseignants qui préfèrent le matériel

coûteux. « On m'a demandé de quoi je me mêlais, ce à quoi je réponds que je me mêle du portefeuille des parents qui m'ont élu. »

Sa prochaine bataille : faire en sorte qu'il devienne normal de réutiliser les gommages à effacer, règles ou ciseaux encore en bon état. À l'heure actuelle, bien des listes scolaires font croire aux parents qu'ils doivent tout racheter à chaque rentrée.



YVES BOISVERT

Deux cours suprêmes, deux modèles

L'Association médicale canadienne vient de se dire d'accord avec la privatisation partielle du système de santé. C'est un revirement majeur, fruit du long débat qui secoue tout le Canada depuis des années. Mais c'est aussi l'écho de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Chaoulli.

Difficile de trouver un meilleur exemple du formidable rôle social et politique que jouent les neuf juges du plus haut tribunal du pays : non seulement la Cour, depuis la Charte canadienne des droits et libertés (1982) peut modifier en profondeur la loi sur des sujets vitaux, mais elle influence également les acteurs sociaux dans leurs prises de position.

Difficile, de même, de trouver meilleur exemple pour justifier un processus de nomination crédible et transparent. La Cour suprême compte neuf juges (trois du Québec, trois de l'Ontario, un de Colombie-Britannique, un des Prairies, un de l'Atlantique). Jusqu'ici, le ministre de la Justice procédait à une série de consultations informelles avec le barreau de la province concernée, les juges en chef, quelques avocats et le ministre de la Justice provincial.

La qualité des nominations est généralement excellente, généralement peu contestée, mais elle l'est néanmoins à l'occasion, et de plus en plus ouvertement. Et puis le processus est tellement opaque qu'il manque grandement de crédibilité. Le ministre demande à la population un acte de foi.

Dès son entrée en fonction, le ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, a promis de revoir le processus de nomination. Au printemps, il a accouché d'un

projet de réforme qui, s'il n'est pas parfait, constitue une nette amélioration. Il sera mis à l'essai dès l'automne pour choisir un remplaçant au juge John Major, de l'Alberta, qui prend sa retraite à Noël.

Pour la première fois, un comité de sélection sera formé. Il aura pour mandat de fournir au gouvernement une liste de trois noms, non classés, dans laquelle choisira le gouvernement.

Qui formera ce comité ? Il y aurait des parlementaires de chaque parti reconnu à la Chambre des

Le milieu judiciaire canadien est infiniment plus pudique que son voisin américain, plus paternaliste aussi. Il considère la façon américaine comme une ouverture à toutes les dérives, surtout depuis les embarrassantes audiences de confirmation du juge Clarence Thomas, qu'on a accusé de harcèlement sexuel.

communes ; un juge à la retraite de la région concernée, nommé par le Conseil canadien de la magistrature ; une personne nommée par le procureur général de la province concernée ; un représentant du barreau de la province ; deux non juristes nommés par le ministre fédéral de la Justice.

Ce comité ne rencontrera pas les candidats, car ces entrevues sont « peu susceptibles de permettre d'obtenir des renseignements qu'on ne pourrait obtenir autrement » et risqueraient d'entraîner des questions « sur un terrain non pertinent ou embarrassant », écrit le ministre (voir sur justice.gc.ca). Il travaillera à partir de dossiers et de consultations confidentielles.

Le modèle a toutefois ses limites. D'abord, le comité travaillera à partir d'une liste de cinq à huit candidats dressée par le ministre après consultation. Cela, dit-il, pour accélérer le travail du comité, car les nominations doivent être faites dans des délais raisonnables. Mais c'est aussi, évidemment, un moyen de limiter le pouvoir du comité consultatif.

En entrevue au printemps, le ministre Cotler se disait ouvert à l'idée de présenter au comité une liste faite avec la province concernée. Mais dans un document rendu public il y a deux semaines, le ministre a déclaré qu'il ne chan-

seul, qui justifiera le choix, lequel ne pourra être remis en cause.

Les Américains ont un processus de sélection des candidats qui est totalement discrétionnaire pour le président. Il choisit qui il veut. Mais une fois son candidat choisi, celui-ci doit passer le test du Sénat. Le contrôle s'effectue après coup.

Au mois de juillet, George W. Bush a nommé John Roberts à la Cour suprême, en remplacement de Sandra Day O'Connor. La juge O'Connor était une conservatrice modérée ; le juge Roberts est perçu comme plus à droite. Il a confirmé, en Cour fédérale, la légalité des procès mis en place à Guantanamo récemment.

Il a également plaidé, mais quand il était avocat pour le procureur général, pour le renversement du droit à l'avortement tel que décidé par la Cour suprême américaine en 1973. En même temps, le juge Roberts est considéré comme un grand juriste ; le président a beau vouloir influencer l'idéologie de la Cour, il ne peut pas se permettre de proposer des candidats de faible calibre, sachant qu'ils auront à passer le test du Sénat. De fait, Roberts ne sera pas une cible facile pour les démocrates.

Quoi qu'il en soit, on mesure la différence de philosophie entre nos deux systèmes quand on voit que, depuis quatre semaines, on a rendu publics 48 000 documents du gouvernement concernant le juge Roberts, essentiellement des notes de service du temps où il donnait des avis juridiques pour le président. Des journalistes un peu partout au pays épluchent ces notes pour tenter d'y trouver l'expression d'idées extrémistes ou

pour tenter de tracer un portrait idéologique de cet homme autrement relativement discret.

Cette discussion publique, qui paraîtrait absolument scandaleuse au Canada, est au contraire la chose la plus naturelle aux États-Unis, les juges américains étant nommés à vie (au Canada, la retraite est obligatoire à 75 ans) et détenant depuis la fondation du pays des pouvoirs phénoménaux. Il y a plus de 200 ans qu'on en discute... pas 23 ans, comme ici !

John Roberts pourrait facilement rendre encore des jugements bien après 2030, des jugements qui influenceraient la société américaine bien plus encore. Les Américains n'ont donc aucune gêne à vérifier à qui ils ont affaire.

Le milieu judiciaire canadien est infiniment plus pudique, plus paternaliste aussi. Il considère la façon américaine comme une ouverture à toutes les dérives, surtout depuis les embarrassantes audiences de confirmation du juge Clarence Thomas, qu'on a accusé de harcèlement sexuel. Il faut reconnaître le mérite du ministre Cotler, le premier à mettre sur pied un véritable processus de sélection ouvert.

Mais ne nous faisons pas d'illusions : plus les gens réaliseront à quel point la Cour suprême influence leur vie, plus la pression sera forte pour établir un mécanisme qui permette d'en apprendre plus sur les candidats potentiels et de discuter leurs mérites ouvertement, pas seulement en comité. Avec raison.

Autrement dit, l'américanisation de notre Cour suprême créera de fortes pressions pour une américanisation du mode de nomination.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca

CRTC LE CRTC VEUT VOS COMMENTAIRES **Canada**

Le Conseil sollicite des observations sur une ordonnance de distribution révisée pour la Chaîne d'affaires publiques (CPAC) par câble et le service de programmation parlementaire exempté, ainsi que sur les modifications connexes à l'ordonnance d'exemption des entreprises de distribution de radiodiffusion par câble desservant entre 2 000 et 6 000 abonnés. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Vos commentaires doivent nous parvenir en utilisant **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **6 septembre 2005**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-78

3337457A

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

CRTC APPEL DE DEMANDES DU CRTC **Canada**

Le CRTC annonce qu'il a reçu une demande de licence de radiodiffusion en vue d'offrir un service de radio commerciale à Lethbridge et invite par la présente la soumission de demandes d'autres parties intéressées à obtenir une licence (ou licences) afin de desservir cette région. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Vos demandes doivent nous parvenir par voie électronique en utilisant Epass et doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **12 septembre 2005**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-67

333207A

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

L'ACHAT D'UN VÉHICULE... facile!

(voir cahier auto page 11)

3337247

la **Baie**

Rectificatif

Cahier publicitaire **Solde présaison** (7-4A). Les soutiens-gorge et slips mode, les tenus de nuit, la camisole et la culotte La Lingerie en **pages 10 et 11** ainsi que le flâneur Jagger de Togo pour elle en **page 13** seront livrés en retard; bons d'achat différé remis en magasin.

Notre clientèle voudra bien excuser ces erreurs et ces contretemps.

3333901



LE RETOUR DU NUMÉRO 1*

HOMIER-ROY
5 h

Écoutez pour voir.

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

ACTUALITÉS

1100 mamans pour la vie



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Pas moins de 1100 futures mamans se sont présentées hier matin au parc Angrignon afin de participer à une séance de photographie bien particulière. Les femmes enceintes s'y sont rendues à l'invitation de la photographe Sonia Jam et de Mamanpourlavie.com dans le cadre de l'événement 2000 fois enceintes. M^{me} Jam en était à sa 2000^e séance de photographie ayant la maternité pour thème. Après la photo historique, les futures mamans ont été invitées à participer à une fête populaire organisée pour elles.

EN BREF

Le gouvernement Charest scrute les médias québécois

Le ministère des Ressources naturelles a accordé un contrat de 19 750 \$ à la chaire en relations publiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), pour analyser « la perception des médias et des intervenants sur le choix du gouvernement et des ministres » dans le dossier des forêts et dans celui de l'énergie. Les conclusions des chercheurs de l'UQAM sont négatives : « L'analyse du discours de presse révèle que les médias tiennent généralement des propos défavorables concernant l'action gouvernementale », tant dans le domaine de la forêt que dans celui de l'énergie. Les universitaires de l'UQAM se sont penchés sur la couverture médiatique faite entre novembre 2004 et mai 2005, alors que plusieurs débats faisaient rage concernant l'avenir énergétique du Québec et la politique forestière. Presse Canadienne

les médias ont trop parlé de la sortie de prison de Karla Homolka, indique un sondage Léger Marketing remis à la Presse Canadienne. Les Québécois sont les plus blasés à ce chapitre au Canada, puisque près des trois quarts d'entre eux, soit 73 %, jugent que les médias en ont trop parlé. Même en Ontario, où les citoyens, dit-on, sont censés être passionnés par cette histoire sordide qui s'est passée dans cette province, une majorité de répondants, soit 61 %, trouvent que les médias en ont trop parlé. Dans l'ensemble du pays, 64 % des répondants de langue anglaise sont de cet avis. Presse Canadienne

Pas de pièces de 5 \$

Le gouvernement fédéral a décidé de ne pas donner suite à une proposition de remplacer le billet de 5 \$ par une pièce de monnaie, une formule plus économique. Les sommes ainsi économisées auraient été utilisées pour financer les athlètes olympiques du pays. L'idée est venue de la Monnaie royale canadienne, et le ministère des Finances l'a prise suffisamment au sérieux pour demander à une maison de sondage d'effectuer une étude au moyen d'un groupe témoin. Environics Research a organisé des séances de discussion en petits groupes à Halifax, Hamilton et Winnipeg entre le 3 et le 5 mai. Les participants ont rejeté l'idée d'une pièce de 5 \$ et qualifié de « ridicule » la suggestion de financer les athlètes canadiens. D'après la Presse Canadienne

Les médias auraient trop parlé d'Homolka

Une majorité de Canadiens et même d'Ontariens en ont soupé d'entendre parler de Karla Homolka dans les médias. Près des deux tiers des Canadiens, soit 64 %, estiment que

L'ACURA TSX

328\$ PAR MOIS EN LOCATION SUR 48 MOIS	2,9% TAUX DE LOCATION OU DE FINANCEMENT
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ	



« MEILLEURE BERLINE SPORT DE 2005 »
- LE MAGAZINE CAR AND DRIVER

« UN DES MEILLEURS ACHATS DANS LA CATÉGORIE DES VOITURES DE PLUS DE 30 000 \$ »
- LE MONDE DE L'AUTO, répertoire 2005

L'ACURA TSX

328\$ PAR MOIS EN LOCATION SUR 48 MOIS	2,9% TAUX DE LOCATION OU DE FINANCEMENT
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ	



« MEILLEURE BERLINE SPORT DE 2005 »
- LE MAGAZINE CAR AND DRIVER

« UN DES MEILLEURS ACHATS DANS LA CATÉGORIE DES VOITURES DE PLUS DE 30 000 \$ »
- LE MONDE DE L'AUTO, répertoire 2005

SAISISSEZ LA PUISSANCE DE NOS 5 À 7. SAISISSEZ UNE TSX.



ACURA
acura.ca

SAISISSEZ L'ÉTÉ

L'ACURA TSX Moteur i-VTEC[™] de 200 chevaux

- Roues de 17 pouces en alliage d'aluminium
- Intérieur garni de cuir • Toit ouvrant électrique
- Climatisation automatique • Chaîne stéréo AM/FM de 360 watts avec changeur pour 6 CD et 8 haut-parleurs

ACURA PLUS 255, boul. de la Seigneurie Blainville (450) 435-4455 acuraplus.com	GALERIES ACURA 7100, boul. Métropolitain E. Anjou (514) 354-8811 galeriesacura.com	LUCIANI ACURA 4040, rue Jean-Talon O. Montréal (514) 340-1344 lucianiacura.com	ACURA BROSSARD 9100, boul. Taschereau Brossard (450) 659-1616 acurabrossard.com	ACURA DE LAVAL 2500, boul. Chomedey Laval (450) 682-4050 acuralaval.com	ACURA GABRIEL 4648, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux (514) 696-7777 acuragabriel.com
--	--	--	---	---	--

SAISISSEZ LA PUISSANCE DE NOS 5 À 7. SAISISSEZ UNE TSX.



ACURA
acura.ca

SAISISSEZ L'ÉTÉ

L'ACURA TSX Moteur i-VTEC[™] de 200 chevaux

- Roues de 17 pouces en alliage d'aluminium
- Intérieur garni de cuir • Toit ouvrant électrique
- Climatisation automatique • Chaîne stéréo AM/FM de 360 watts avec changeur pour 6 CD et 8 haut-parleurs

ACURA Gabriel
www.acuragabriel.com

4648, Boul. St-Jean Dollard-Des-Ormeaux
(514) 875-3998
(514) 696-7777

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'ACURA TSX (modèle CL958S) 2005 neuve. Un acompte de 6325 \$ vous donne un versement mensuel de 328 \$ et un total des paiements de 22069 \$. Taux de location annuel de 2,9%. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,15 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1400 \$, frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. **Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, établis pour l'ACURA TSX (modèle CL958S) par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Par exemple, 20000 \$ à 2,9%. Paiements mensuels de 441,80 \$ pendant 48 mois. Coûts d'emprunts 1206,40 \$. Total des paiements de 21206,40 \$. Un acompte pourrait être exigé. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Du 3 août au 31 août 2005. Le modèle offert peut différer de la photographie. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les récents diplômés universitaires et collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. Durée de 48 mois établie pour l'ACURA TSX (modèle CL958S) 2005 neuve. Acompte de 6265 \$. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,15 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1400 \$. Frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Du 1er au 31 août. Le modèle offert peut différer de la photographie. Les récents diplômés universitaires et collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

* PDSF du LR3 V6 2006 53 900 \$. Les taxes sont calculées sur le montant total du véhicule. ** Sur approbation de crédit de Land Rover, obtenez 4,9 % de financement pour un terme allant jusqu'à 48 mois à la location de tout LR3 V6 2006 neuf. Exemple : sur approbation de crédit, un taux de financement annuel de 4,9 % pour une location de 48 mois à un particulier vous permet de louer un LR3 V6 2006 à 695 \$ par mois. Obligation locative totale de 33 562,26 \$. Une limite de 64 000 km pendant 48 mois s'applique. Des frais de 20 cents le km, plus taxes applicables, s'appliquent au kilométrage excédentaire. Aucun versement initial exigé. Première mensualité et dépôt de sécurité de 800 \$ exigés. Sur approbation de crédit Land Rover, obtenez 4,9 % de financement pour un terme allant jusqu'à 60 mois, à l'achat de tout LR3 V6 2006 neuf. Exemple : pour un achat d'une valeur de 30 000 \$ à un taux de financement annuel de 4,9 % pour un terme allant jusqu'à 48 mois, les mensualités sont de 689,52 \$, le coût d'emprunt est de 3 562,26 \$ ou le taux de financement annuel de 4,9 % et le total à rembourser est de 33 562,26 \$. Aucun versement initial exigé. Frais de transport (895 \$), immatriculation, assurances et taxes applicables en sus. Ces offres prennent fin le 30 septembre 2005 et peuvent être annulées à tout moment sans préavis. Certains modèles peuvent faire l'objet d'une commande spéciale. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Tous les détails chez votre concessionnaire Land Rover.

ATTENTION ! VOICI LE NOUVEAU LR3 V6 2006.



Inutile de chercher de midi à quatorze heures, vous ne trouverez pas de véhicule équivalent. D'abord, sa liste d'équipements n'en finit plus : moteur V6 de 4 L produisant 216 BHP de puissance au frein et 269 lb-pi de couple, technologie Terrain Response[™] brevetée, suspension pneumatique à quatre roues indépendantes de série, sièges avant et arrière chauffants, pare-brise chauffant, rétroviseurs chauffants, gicleurs de lave-glace chauffants et jantes en alliage de 18 po. Ensuite, c'est un Land Rover. Donc, il ne craint aucun obstacle, concurrence incluse ! Passez chez votre concessionnaire Land Rover pour faire un essai routier aujourd'hui même.

LE NOUVEAU LR3 V6 2006
EXTRÊMEMENT BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE

695\$ PAR MOIS
0\$ COMPTANT

ENTRETIEN PRESCRIT SANS FRAIS*

LAND ROVER LAVAL
3475 boul. Le Carrefour
Laval
Téléphone : (450) 688-1880
Fax : (450) 688-7080
www.landroverlaval.com

DÉCARIE MOTORS
8255 Bougainville
Montréal
Téléphone : (514) 334-9910
(angle Décarie et de la Savane)
www.decarie.com

LAND ROVER ST-LÉONARD
4305 boul. Métropolitain Est
St-Léonard
Téléphone : (514) 725-2221
Division de John Scotti Automotive
www.johnscotti.com



Dernier tour de... piscine

HUGO MEUNIER

Après avoir fracassé des records de fréquentation, les piscines publiques ont commencé, en fin de semaine, à fermer leurs portes.

Les activités ont été interrompues dans plus du tiers des quelque 85 piscines extérieures de la métropole. Certains arrondissements ont décidé de maintenir l'accès à leurs bassins jusqu'au lendemain de la fête du Travail. Les horaires seront modifiés en fonction de la rentrée en classe de la majorité du personnel.

Parmi les arrondissements qui ont fermé leurs piscines au public en fin de semaine, on trouve Lachine, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles—Montréal-Est, Saint-Léonard, Sud-Ouest et Verdun.

Certains de ces arrondissements ont cependant décidé de prolonger leurs activités aux endroits les plus fréquentés. C'est le cas de la piscine Baldwin, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Celle-ci devait fermer hier, mais ses baigneurs ont eu droit à un sur-sis d'une semaine, pour cause de beau temps. Les nageurs ont en effet été choyés cet été. Les sauveteurs, eux, ont été débordés. « C'était plein tous les jours en juillet », a constaté Maude Vincent, 21 ans.

La piscine du parc Baldwin a atteint sa capacité maximale de 580 baigneurs une quarantaine de fois. De l'avis même d'une caissière rencontrée sur place, il n'était pas rare de voir passer 1100 personnes par jour lors des chaudes fins de semaine.

La chaleur a également attiré des légions de baigneurs dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, où les trois piscines fermeront début septembre. Un bilan provisoire rapporte que 24 156 baigneurs ont pataugé dans la piscine Kent, sur le chemin Hudson, de la fin juin au 12 juillet cette année.

« On a décidé de prolonger les heures d'ouverture jusqu'à 20h30 (au lieu de 19h) une quinzaine de fois à cause de la chaleur et de l'affluence », raconte Karine Massé, porte-parole de l'arrondissement.

Même cohue à la plage Jean-Drapeau, qui a enregistré 115 000 visiteurs durant la saison qui a pris fin hier. Depuis son ouverture, il y a maintenant 10 ans, environ 77 000 personnes s'y rendent chaque été.

Des fermetures graduelles seront aussi privilégiées pour les 38 piscines de Longueuil, qui ont aussi connu leur part de succès cet été. Le temps chaud va peut-être inciter les élus municipaux à se pencher sur une prolongation des horaires d'été. « Ce n'est pas impossible que des arrondissements amènent des petites modifications », souligne Michel Saint-Laurent, responsable des communications.

Du côté d'Urgences-Santé, on rap-

porte une hausse des blessures, proportionnelle à l'affluence. « Mais ce n'est pas nécessairement des cas très graves », nuance le porte-parole André Champagne. Les blessures au dos et traumatismes représentent la majorité des cas signalés autour de la piscine.

Montréal déplore une seule noyade dans une piscine publique cet été, lorsqu'un garçonnet de 7 ans a perdu la vie, à Lachine, à la suite d'un plongeon.



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La chaleur a attiré des légions de baigneurs cet été dans les piscines publiques. Sur notre photo, Jonathan (à gauche) et Alain (au centre), de Verdun, se rafraîchissent au Natatorium de Montréal.

Nous savons que la barre est haute. C'est nous qui l'avons élevée.

La STS établit un nouveau standard de raffinement, à chaque avancée technologique. Elle redéfinit votre expérience de conduite avec un moteur V6 VVT de 255 HP, le télédéverrouillage automatique et le démarrage sans clé. Bien entendu, votre ascension au sommet ne serait pas complète sans le toit ouvrant, les roues de 17 po en aluminium et les garnitures en bois d'eucalyptus. La STS de Cadillac. La berline de luxe élevée à un rang supérieur.



699 \$/mois*
Location 36 mois
Avec comptant de 5 443 \$
0\$ dépôt de sécurité

	MENSUALITÉ*	COMPTANT (ou échange équivalent)
Location 36 mois	779 \$ 857 \$	2 681 \$ 0 \$

Privilèges Cadillac: Programme d'entretien prescrit sans frais de 4 ans ou 80 000 km, et service OnStar intégré au véhicule avec abonnement au plan Orientation et dépannage pendant un an.



CADILLAC STS
NOUVELLE RACE

L'Association des concessionnaires Cadillac suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf STS 2005 (6DW29/1SB/B19/CF5/O13). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. * À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (voir ci-dessus) ou échange équivalent. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 60 000 km. La première mensualité est exigible à la livraison. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à moindre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 888 446-2000.



DE RETOUR AUJOURD'HUI

BAZZO
9h

Écoutez
pour voir.

 **95,1** FM
PREMIÈRE CHAÎNE

SUITE DE LA UNE

Rentrée perturbée dans une vingtaine de cégeps

RENTÉE
suite de la page A1

« Notre objectif est de régler la convention collective échue depuis le 30 juin 2003. Nous désirons régler les conditions de travail des employés de soutien des commissions scolaires, des cégeps, des organismes gouvernementaux dont l'Aide juridi-

que, la Régie des installations olympiques, la Société des traversiers et le Palais des congrès de Montréal. Depuis le début des négociations, on n'a jamais senti le moindre soupçon de bonne foi de la part du gouvernement. Au printemps, nous avons exercé des moyens de pression légers, cela n'a rien donné. Nous estimons mainte-

nant que nous n'avons pas le choix et que nous devons passer à des moyens plus lourds », a déclaré Ginette Guérin, présidente de la Fédération des employés de services publics — CSN.

D'autres débrayages

Le 29 août, le personnel de soutien de 11 autres cégeps sera

en grève. Puis, du 26 août au 1^{er} septembre, ce sera au tour des employés de soutien et des professionnels des commissions scolaires de déclencher leurs moyens de pression.

Par ailleurs, les employés de soutien et professionnels des commissions scolaires ainsi que le personnel de soutien collégial de la FTQ pourraient déclencher plusieurs débrayages de 24 heures cet automne. Pour leur part, les syndiqués de la CSN ont en poche un mandat de grève de deux jours.

M^{me} Guérin a rappelé que plus de 70 % des membres de la CSN sont des femmes et que 50 % ont un statut précaire.

Dans les faits, une vingtaine de cégeps seront perturbés aujourd'hui, 14 autres la semaine prochaine ainsi que 47 commissions scolaires. À partir du 1^{er} septembre, ce sera le tour des organismes gouvernementaux.

Michel Murray, coordonnateur de la mobilisation pour la FTQ, a précisé que le débrayage des syndiqués ne se faisait pas de gaieté de coeur et que les employés préféreraient travailler. « Néanmoins, le droit de grève est reconnu par le Code du travail et nos membres peuvent l'exercer.

« L'offre gouvernementale est insultante pour les syndiqués lorsque le gouvernement Charrest inclut l'équité salariale due aux femmes à l'intérieur du règlement global de la négociation du secteur public », a soutenu le porte-parole syndical.

Par ailleurs, les syndicats se défendent bien de prendre la population en otage, précisant que, contrairement à ce que Québec laisse entendre, ces débrayages « ne sont pas prématurés après deux années de négociations infructueuses ».

12,5 % en trois ans

Le front commun intersyndical réclame une hausse de 12,5 % en trois ans, sans compter le règlement portant sur l'équité salariale.

M^{me} Guérin a ajouté qu'elle avait eu l'assurance des syndicats et des associations d'enseignants qu'ils respecteraient les

piquets de grève. Du côté des fédérations étudiantes, le mot d'ordre est le même. « Il y a donc de fortes chances pour que les 20 cégeps visés aujourd'hui demeurent fermés », a dit la syndicaliste.

Pour le moment, il n'est pas question de grève générale dans le secteur public et M. Murray a précisé : « On n'en est pas là et qu'il n'est pas question de faire peur à personne. »

Au cours des prochaines semaines, près de 35 000 personnes débrayeront dans toutes les régions du Québec.

Au total, 47 commissions scolaires seront touchées, ainsi que 34 cégeps et 17 établissements des organismes gouvernementaux.

Le ministre Fournier

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a déploré hier la décision des centrales syndicales de déclencher une grève de 24 heures sur les dos des étudiants.

« Je peux comprendre que le travail des leaders des centrales syndicales consiste à toujours en demander plus, mais notre portefeuille est vide et on ne peut en faire plus. L'offre est correcte et raisonnable », a déclaré le ministre.

La Fédération des cégeps déplore elle aussi que la rentrée scolaire soit perturbée, précisant qu'il s'agit d'un moment important, en particulier pour les jeunes qui arrivent du secondaire.

« Perturber cette journée et compromettre le début des cours affecte en tout premier lieu nos élèves », a indiqué Gaétan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Les 20 cégeps touchés par le débrayage

Alma, Beauce-Appalaches, Carleton, Centre spécialisé en pêches de Grande-Rivière, Gaspésie et des Îles aux Îles-de-la-Madeleine, Gérard-Godin, Héritage, Joliette et Terrebonne, Jonquière, La Pocatière, L'Assomption, Lévis-Lauzon, Limoilou, Matane, Rimouski, Sept-Îles, Shawinigan, Sorel-Tracy, Thetford Mines et Trois-Rivières.



LE PLUS GRAND CONCESSIONNAIRE MAZDA DE MONTRÉAL VOUS OFFRE...

DERNIÈRE CHANCE ÉCONOMISEZ PLUS QUE JAMAIS!

Mazda 3 2005	Mazda 6 2005	MPV 2005	Tribute 2005
			
194 102 EN INVENTAIRE	176 80 EN INVENTAIRE	83 52 EN INVENTAIRE	70 5 EN INVENTAIRE

**RABAIS
JAMAIS VUS**
sur tous nos modèles
démonstrateurs

FINANCEMENT ou LOCATION
À PARTIR DE **0%**

PAYONS LE MAXIMUM
POUR VOTRE **ÉCHANGE**

NOUVEAU



Mazda 5 2006

DISPONIBLE MAINTENANT!

À partir de **19995\$***

**VEZ
L'ESSAYER!**

2 ADRESSES, LE PLUS GRAND CONCESSIONNAIRE

DOLLARD-DES-ORMEAUX • 3800, boul. des Sources  **ILE-PERROT • 1, Don Quichotte** 

Mtl 335-6331 • (514) 685-5555 **Mtl 875-1925 • (514) 453-3333**

*Transport, préparation et taxes en sus. Photos à titre indicatif. Détails chez Mazda 2-20.



La luxueuse Infiniti M 2006. L'éclat avec un grand M. Avec son puissant moteur V8 de 4,5 L et 335 chevaux, son élégante sellerie de cuir souple, son allumage à bouton-poussoir et ses nouveautés de pointe telles que la technologie BluetoothSM, la caméra de marche arrière, la sonorisation BoseSM Studio SurroundSM et la clé intelligente, l'Infiniti M45 est conçue pour la performance. Infiniti.ca



INFINITI

Les libéraux dans les Prairies

À l'approche de la rentrée parlementaire et à quelques mois d'une campagne électorale, les députés libéraux fédéraux se retrouvent à compter de demain dans les Prairies pour élaborer leur stratégie.

Hormis la polémique entourant la nomination de Michaëlle Jean comme gouverneure générale, le parti gouvernemental a été relativement épargné cet été. À la fin juillet, le Sénat a adopté le controversé projet de loi sur le

mariage gai, ce qui enlève une épine du pied du premier ministre Paul Martin.

Le président du caucus libéral, Andy Savoy, s'attend à ce que ses collègues soient vivement intéressés à discuter de mesures budgétaires. Selon *The Globe and Mail*, Ottawa prévoit en effet présenter, en novembre, un important document de stratégie économique, qui s'ajouterait à la traditionnelle mise à jour financière. *Presse Canadienne*

Louis Bernard tiendrait rapidement un référendum

S'il est choisi comme chef du Parti Québécois, Louis Bernard entend tenir très rapidement un référendum sur l'indépendance du Québec dès que le PQ aura repris le pouvoir. En entrevue à NTR, l'ancien haut fonctionnaire souligne que sa motivation première pour briguer la direction du parti est de faire du Québec un pays souverain.

M. Bernard proposerait par ailleurs une question référendaire très directe à la population: « Acceptez-vous que le Québec devienne un pays indépendant et souverain? »

Louis Bernard se dit le candidat le mieux placé pour créer le pays du Québec, étant donné son expérience autant dans le secteur public que privé. Il affirme que son message est très bien reçu par de nombreux Québécois. *Presse Canadienne*

Les ventes d'un antiviral augmentent

Les ventes du médicament Oseltamivir ont plus que triplé au cours des derniers mois en Amérique du Nord. Les experts en santé publique y voient un signe que des gens accumulent cet antiviral en vue de se protéger contre une possible pandémie de grippe aviaire. Devant les informations faisant état du même phénomène dans d'autres pays, un des plus éminents partisans de la préparation en cas de pandémie dit craindre que la demande n'excède bientôt l'offre mondiale de ce médicament, qui n'existe qu'en quantité limitée. Le Dr Michael Osterholm, qui dirige le centre pour la recherche sur les maladies infectieuses de l'Université du Minnesota, pense que le médicament, dont on n'a pas encore vraiment démontré l'efficacité contre l'infection par le virus H5N1, va devenir « LE produit difficile à obtenir, et qu'il faut absolument se procurer immédiatement ». PC

Régalez vos problèmes de consommation.



Avec le prix du pétrole qui fait de la haute voltige, la sobriété des **moteurs turbo diesel TDI** de Volkswagen fait envie. Leur consommation exemplaire vous fait même économiser jusqu'à 35 % en carburant comparativement à nos moteurs à essence correspondants. Alors lorsque vous penserez acheter une Golf TDI, Jetta familiale TDI ou Passat TDI, faites votre deuil des nombreuses virées dans les stations-service. vw.ca/tdi



MOTEUR TDI 2,9%*

de financement à l'achat sur 60 mois **0\$** Première mensualité**

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

*Golf : 35 %, Jetta familiale : 33 %, Passat : 20 %. Calcul effectué à partir de données de Transports Canada pour les modèles 2005. Ex. : Pour la Golf, le pourcentage est basé sur une consommation moyenne ville et route de la Golf TDI (ville 6,2 L/100 km et route 4,6 L/100 km) qui correspond à 35 % moins de consommation de carburant que la Golf à essence équipée du moteur de 2,0 L (ville 9,8 L/100 km et route 7,0 L/100 km) avec boîte manuelle. La consommation réelle dépend des conditions et habitudes de conduite et des équipements additionnels du véhicule. **Première mensualité gratuite jusqu'à concurrence de 350 \$ (taxes incluses) pour la Golf TDI 2005, jusqu'à 500 \$ pour la Jetta familiale TDI 2005 et jusqu'à 650 \$ pour la Passat TDI 2005. *L'offre s'applique aux modèles 2005 mentionnés, neufs, en stock. Exemple de financement : un montant de 20 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 2,9 % correspond à un versement mensuel de 358,49 \$ pendant 60 mois. Coût d'emprunt de 1 509,14 \$, pour une obligation totale de 21 509,14 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varient en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'acompte ou de l'échange. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offres en vigueur à partir du 1^{er} août 2005. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être retirées en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Ne s'appliquent qu'aux ventes faites à des particuliers. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. 3337555

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif | COURS INTENSIF
ÉTÉ : matin, après-midi, soir d'été, 25 h/semaine
1 à 7 fois/sem. • 375 \$/45 h* | 165 \$ à 183 \$/semaine*

*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$
Test de classement : mar, de 9 h à 11 h et mer, 18 h à 20 h
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com Laurier

3321 353

La santé au bout des doigts...
Deux mains pour libérer la vie

Institut d'enseignement de l'ostéopathie du Québec

Programme de formation professionnelle en service de la santé

1123, rue Rachel Est, Montréal (Qc.)
H2J 2J6
(514) 524-9738

www.inst-osteopathie.qc.ca

3325 019

Super promotion

Cabanons Fontaine
1976 - 2005

Payez en 12 versements égaux*
après la livraison, sans frais, sans intérêt

Rabais de 3 %
pour les modèles préfabriqués**

Rabais de 7 %
pour les modèles en kit B**

Rabais de 10 %
pour les modèles en kit A**

applicable sur le prix de base

Plus de 30 points de vente

Montréal et banlieue (450) 536-3563
Autres régions 1 888 838-3563

3497, ch. de l'Industrie, St-Mathieu de Beloeil www.cabanons.com

*Certaines conditions s'appliquent. Voir votre marchand. Valable jusqu'au 31 août 2005.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques le plus consulté au Québec... **C'EST GRATUIT**

CRTC

AUDIENCE PUBLIC DU CRTC **Canada**

Le CRTC tiendra une audience publique à partir du 24 octobre 2005 à 9 h 30, au Centre de conférences, Portage IV, 140, Prom. du Portage, Gatineau (Qc), afin d'étudier les demandes qui suivent. 1.-4. L'ENSEMBLE DU CANADA. SPOTLIGHT TELEVISION LIMITÉE, ROMEN PODZYHUN ET C.J. (CAL) MILLAR (SDEC), ALLARCO ENTERTAINMENT INC. ET GROUPE ARCHAMBAULT INC. demandent l'autorisation d'obtenir chacun une licence visant l'exploitation d'une entreprise nationale de programmation de télévision payante d'intérêt général de langue anglaise et/ou française devant s'appeler respectivement Spotlight, The Canadian Film Channel, Allarco Entertainment et BOOMTV. Pour plus d'informations sur chacune de ces demandes et pour connaître les localités où les examiner, veuillez consulter l'avis d'audience publique. 5. L'ENSEMBLE DU CANADA. CANAL ÉVASION INC. demande l'autorisation de renouveler la licence de l'entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de langue française appelée Canal Évasion, qui expire le 28 février 2006. EXAMEN DE LA DEMANDE : 992, rue Joliette, Longueuil (Qc). 6. L'ENSEMBLE DU CANADA. GROUPE TVA INC. demande l'autorisation de procéder à une réorganisation corporative qui se traduira par le transfert des actifs des entreprises nationales numériques de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 1 de langue française appelées LCN Affaires et Canal Mystère; et d'obtenir des licences lui permettant de poursuivre l'exploitation de ces entreprises. EXAMEN DE LA DEMANDE : 1600, boul. Maisonneuve e., Finances, 7^e étage, Montréal; et Quebecor Média inc., 300, av. Viger e., Affaires réglementaires, 6^e étage e., Montréal (Qc). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser UNE des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **8 septembre 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis d'audience publique CRTC 2005-6

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes / Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

DE RETOUR AUJOURD'HUI

DÉSAUTELS

15 h

Écoutez pour voir.

95,1 FM

PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/desautels Réalisation : Ginette Viens

SUITE DE LA UNE

Feu de paille dans la plaine texane ?

HÉTU
suite de la page A1

Sa mère demande à être reçue par le président pour lui réclamer des comptes et l'exhorter à rapatrier aux États-Unis les quelque 138 000 soldats américains déployés en Irak.

À la Maison-Blanche
Jusqu'à présent, Bush a refusé de recevoir M^{me} Sheehan. Cette manifestation hautement médiatisée, qui devait durer jusqu'à la fin des vacances du président, le 31 août, pourrait se poursuivre bien au-delà. Du moins, c'est ce que souhaitent les partisans de M^{me} Sheehan, qui promettent de

camper non loin de la Maison-Blanche à compter du 1^{er} septembre.
C'est aussi ce que craignent certains républicains, dont le sénateur du Nebraska, Chuck Hagel. Lors d'une entrevue à la chaîne CNN, vendredi, Hagel a estimé que la « sagesse » et la « compassion » auraient dû inciter le président à recevoir la mère éplorée. En refusant de le faire, celui-ci a peut-être contribué à relancer le mouvement antiguerre aux États-Unis.

Diane Walker croit que c'est déjà fait.
« Le président aurait pu mettre un terme à cela dès le début en recevant Cindy, a déclaré la graphiste de Santa Fe, au Nouveau-Mexique, qui est arrivée samedi à Crawford pour appuyer la cause de Cindy Sheehan. C'est lui qui a créé ça. »

Deuxième camp
Le deuxième camp Casey illustre l'efficacité des alliés de Cindy Sheehan, dont plusieurs font partie d'organisations antiguerre comme Code Pink et True Democracy. Sa création découle d'un incident qui s'est produit au campement original le 15 août dernier. Ce jour-là, un automobiliste enragé a renversé et écrasé plusieurs dizaines de croix de bois blanches marquées des noms de soldats tués en Irak, plantées par les manifestants sur le bord de la route.

Ce n'était pas la première fois que le campement suscitait des réactions d'hostilité. La veille, un fermier voisin avait tiré des coups de feu en l'air pour protester contre les intrusions sur ses terres. Ce que voyant, un autre

fermier, antiguerre celui-là, a invité les manifestants, mardi dernier, à s'installer sur un de ses terrains, qui se trouve encore plus proche du ranch présidentiel.

Ainsi, du jour au lendemain, un grand chapiteau a été érigé sur ce terrain, où les manifestants se rassemblent le soir pour entendre des discours et de la musique. Samedi, après les témoignages de parents endeuillés et de vétérans indignés, le chanteur Steve Earle est monté sur la scène pour interpréter quelques-unes de ses chansons engagées. Hier après-midi, c'était au tour de la chanteuse Joan Baez de se présenter sous le grand chapiteau. D'autres artistes, qui n'ont pas encore été identifiés, prendront la relève le week-end prochain.

Sondage

Entre-temps, le président quittera son ranch pour quelques jours afin de défendre la guerre en Irak, qui laisse le public de plus en plus sceptique. Selon un sondage récent, moins de quatre Américains sur 10 approuvent la manière dont Bush gère le conflit. Quelque 54 % estiment par ailleurs que la guerre est une erreur et 56 % pensent qu'on devrait rapatrier une partie ou la totalité des troupes américaines.

Cette insatisfaction n'est évidemment pas étrangère aux pertes américaines, qui approchent un nouveau seuil symbolique en Irak. En date du 20 août, on dénombrait 1862 morts américains dans ce pays, dont plus de 50 en août seulement, un des mois les plus meurtriers pour les GI depuis le lancement de la guerre en mars 2003.

Samedi, lors de son allocution radiophonique hebdomadaire, le président a donné un avant-goût des discours qu'il prononcera

dans l'Utah et l'Idaho devant des auditoires militaires : « Nos soldats savent qu'ils combattent en Irak, en Afghanistan et ailleurs pour protéger leurs compatriotes d'un ennemi sauvage. Nous devons maintenant finir le travail pour lequel nos soldats ont donné leur vie et honorer leur sacrifice en achevant leur mission. »

Ce discours n'a rien pour plaire à Cindy Sheehan. « Je ne veux pas que le président se serve de la mort de mon fils pour justifier la poursuite de la tuerie », a-t-elle déjà déclaré.

Au cours de la semaine, M^{me} Sheehan pourrait revenir à Crawford. Elle a dû s'absenter vendredi pour se rendre au chevet de sa mère, victime d'une attaque cardiaque.

Elle est convaincue d'avoir lancé un mouvement durable contre la guerre en Irak. À l'opposé, ses ennemis prétendent qu'elle n'a allumé qu'un feu de paille dans la plaine texane. On verra bien qui a raison.

Précisions

Personnalité de la semaine

Le texte sur Patrick Drolet, personnalité de la semaine, publié dans notre numéro d'hier, aurait dû être signé Chantal Guy, et non Anne Richer. Nos excuses.

Astrologie du jour

Pour des raisons indépendantes de notre volonté, la rubrique Astrologie du jour ne peut être publiée aujourd'hui. Nos excuses.

ANTIROUILLE METROPOLITAIN

SPÉCIAL D'ÉTÉ

DERNIÈRE CHANCE

ANTIROUILLE METROPOLITAIN

- Une formule unique
- Mise au point par le CRIQ
- Recommandée CAA
- Pour véhicules neufs et usagés.

15%

DE RABAIS SUR UN TRAITEMENT COMPLET AU PRIX COURANT DE 74,95\$

Garage Recommandé CAA Québec

Longueuil (450) 651-5531 | Laval (450) 668-9883 | Anjou (514) 356-1519 | N.D.G. (514) 488-7300 | Pierrefonds (514) 685-5055

Appelez dès maintenant **1 866 antirouille 268-4768**

LOTO QUÉBEC		Résultats			
		TVA, le réseau des tirages			
649	Tirage du 2005-08-20	GAGNANTS	LOTS		
		6/6	1 14 507 724,00 \$		
		5/6+	6 70 634,60 \$		
		5/6	274 1 277,70 \$		
		4/6	11 480 57,80 \$		
		3/6	201 124 10,00 \$		
		2/6+	127 573 5,00 \$		
		Ventes totales :	21 318 462 \$		
		Prochain gros lot (appr.) :	4 000 000 \$		
Québec	Tirage du 2005-08-20	GAGNANTS	LOTS		
		6/6	0 1 000 000,00 \$		
		5/6+	0 50 000,00 \$		
		5/6	15 500,00 \$		
		4/6	1 237 50,00 \$		
		3/6	22 138 5,00 \$		
		Ventes totales :	629 560,00 \$		
DOUBLE JEU 49*	Tirage du 2005-08-20	GAGNANTS	LOTS		
		20 23 26 47	61 819,60 \$		
		01 08 12 30	130 192,30 \$		
		12 35 38 49	60 416,60 \$		
*Seules les sélections participant au Loto 649 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.					
Extra	Tirage du 2005-08-20	Extra	Tirage du 2005-08-21	Quintissime	Tirage du 2005-08-21
NUMÉRO	891188	NUMÉRO	749032	776	4645
Banco	Tirage du 2005-08-21				
07 09 13 17 18 20 21 24 26 27					
28 30 39 46 52 61 63 66 68 69					
BIENTÔT VOUS POURRIEZ RIRE...					
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.					

Solariums Panovision

Visitez-nous sur zytco.com ou composez le 1-800-338-2575

Saint-Laurent 4940, chemin Bois-Franc, lun-ven 10h-17h sam 10h-15h. Longueuil 848, Place Trans-Canada, lun-ven 10h-17h sam 10h-15h. Gatineau 1201, boul. St-Joseph, lun-sam 9h-17h dim 12h-17h.

AVIS PUBLIC DU CRTC

Canada

1. L'ENSEMBLE DU CANADA. TORONTO RAPTORS NETWORK LTD. demande l'autorisation de modifier la licence de l'entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 2 appelée Raptors TV en proposant d'exploiter pour distribution une version améliorée en haute définition du service. EXAMEN DE LA DEMANDE : 40, rue Bay, Toronto (Ont.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; ou écrire au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax à la Secrétaire générale (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **8 septembre 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-77

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes / Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

RX

Une climatisation à deux zones filtrant la poussière, le pollen et les odeurs. Des essuie-glaces activés par la pluie. Une traction intégrale avec régulateur de traction et contrôle de la stabilité. Comment un véhicule si grouillant de technologies peut-il être aussi douillet ? Le Lexus RX 330. Composez le 1800 26-LEXUS pour localiser le concessionnaire le plus près de chez vous.

AJOUTEZ DU STYLE À L'INGÉNIERIE. MULTIPLIEZ PAR L'INNOVATION. LE RÉSULTAT EST SANS ÉGAL.

RX 330 2005

- Moteur V6 de 3,3 litres développant 230 chevaux
- Traction intégrale
- Régulateur de traction
- Contrôle de la stabilité du véhicule
- Essuie-glaces activés par la pluie
- Sièges avant chauffants
- Coussins gonflables avant à deux phases, coussins gonflables latéraux montés dans les sièges avant, coussin gonflable de protection des genoux côté conducteur, coussins gonflables latéraux en rideau à détecteur de roulis

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE **50 200 \$***

LOCATION 48 MOIS **488 \$** / MOIS*
ACOMPTÉ DE 9 142 \$*

FINANCEMENT 48 MOIS **3,9 %****

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

*Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre valable pour les Lexus RX 330 2005 neufs loués avant le 31 août 2005. Immatriculation, enregistrement, assurances et toutes les taxes applicables en sus. Frais de transport et de préparation (1 675 \$) en sus. Basé sur une location-bail de 48 mois à un taux de location de 3,9 % (modèle HA31UP-R-). Acompte de 9 142 \$ ou échange équivalent requis. Dépôt de garantie de 500 \$. Première mensualité exigible à la livraison. Coût total de la location de 32 565,79 \$ et prix de l'option d'achat de 22 590 \$ basés sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. PDSF de 50 200 \$. Le concessionnaire peut offrir la location à un prix moindre. **Taux d'intérêt de 3,9 % pour un financement de 48 mois à l'achat offert par Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Exemple de financement : 20 000 \$ à 3,9 % par an équivaut à 450,69 \$ par mois pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 1 632,96 \$ pour un total de 21 632,96 \$. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour plus de détails.

JOURNÉES MONDIALES DE LA JEUNESSE

Succès inattendu pour Benoît XVI

JEAN-LOUIS DE LA VAISSIERE
AGENCE FRANCE-PRESSE

COLOGNE (Allemagne) – Les Journées mondiales de la Jeunesse (JMJ), création du médiatique Jean-Paul II, ont connu durant quatre jours à Cologne un succès inattendu avec son successeur Benoît XVI, qui semble avoir réussi sa rencontre avec la jeunesse.

Le nouveau pape allemand de 78 ans, élu en avril avec une réputation de conservateur rigoureux, n'a pas fait de faux pas et s'est mieux fait connaître.

À son arrivée à Cologne, l'ancien cardinal Joseph Ratzinger semblait intimidé par ces centaines de milliers de jeunes venus l'acclamer, lui, homme du sérail vaticanesque, plus habitué aux bureaux et aux bibliothèques.

Quatre jours plus tard, à la messe de clôture des JMJ, devant un million de catholiques réunis sur l'ancien site minier du Marienfeld, il semblait revigoré, rayonnant.

Tout au long de ses interventions auprès des jeunes, le pape théologien a développé un fil unique, par-

lant de la quête de sens et de Dieu dans un monde où tout est relativisé et se vend. Il s'est efforcé de persuader les jeunes qu'ils trouveront, en revenant à l'Église catholique, le Dieu « qui ne les trompera pas ». Et ce discours a été acclamé par les jeunes.

Il s'est efforcé aussi de leur donner un message porteur d'espoir, sans

faire reproche aux jeunes de leurs errements et difficultés à se retrouver dans une société de consommation.

Ce discours, bien que ferme et sans concession sur le fond, est allé de pair avec des interventions très remarquées vis-à-vis des juifs, des musulmans et des protestants.

En étant le premier pape à se ren-

dre dans une synagogue à l'étranger et en prononçant sans pathos les mots justes sur le « crime inouï » de la Shoah, le Bavarois, membre autrefois, contre son gré, des Jeunes hitlériennes, a touché les responsables juifs allemands. Le dialogue entre juifs et chrétiens pourrait être encore intensifié après cette visite, ont ainsi estimé les di-

gnitaires juifs. Aux musulmans, il a dit que la collaboration entre christianisme et islam était d'une « importance vitale ». Il leur a demandé de ne pas cultiver « les rancoeurs qui font le lit du terrorisme », également les rancoeurs nées de l'histoire ancienne comme les Croisades.

Les prochaines JMJ auront lieu en 2008 à Sydney, en Australie.

**SOLDE DE VÉHICULES
SÉRIE 3 DE DÉMONSTRATION
BMW LAVAL**

3% Taux de location à partir de 3% sur certains modèles.

Vous avez jusqu'au 30 août pour vous laisser séduire
Détails chez votre concessionnaire BMW Laval.

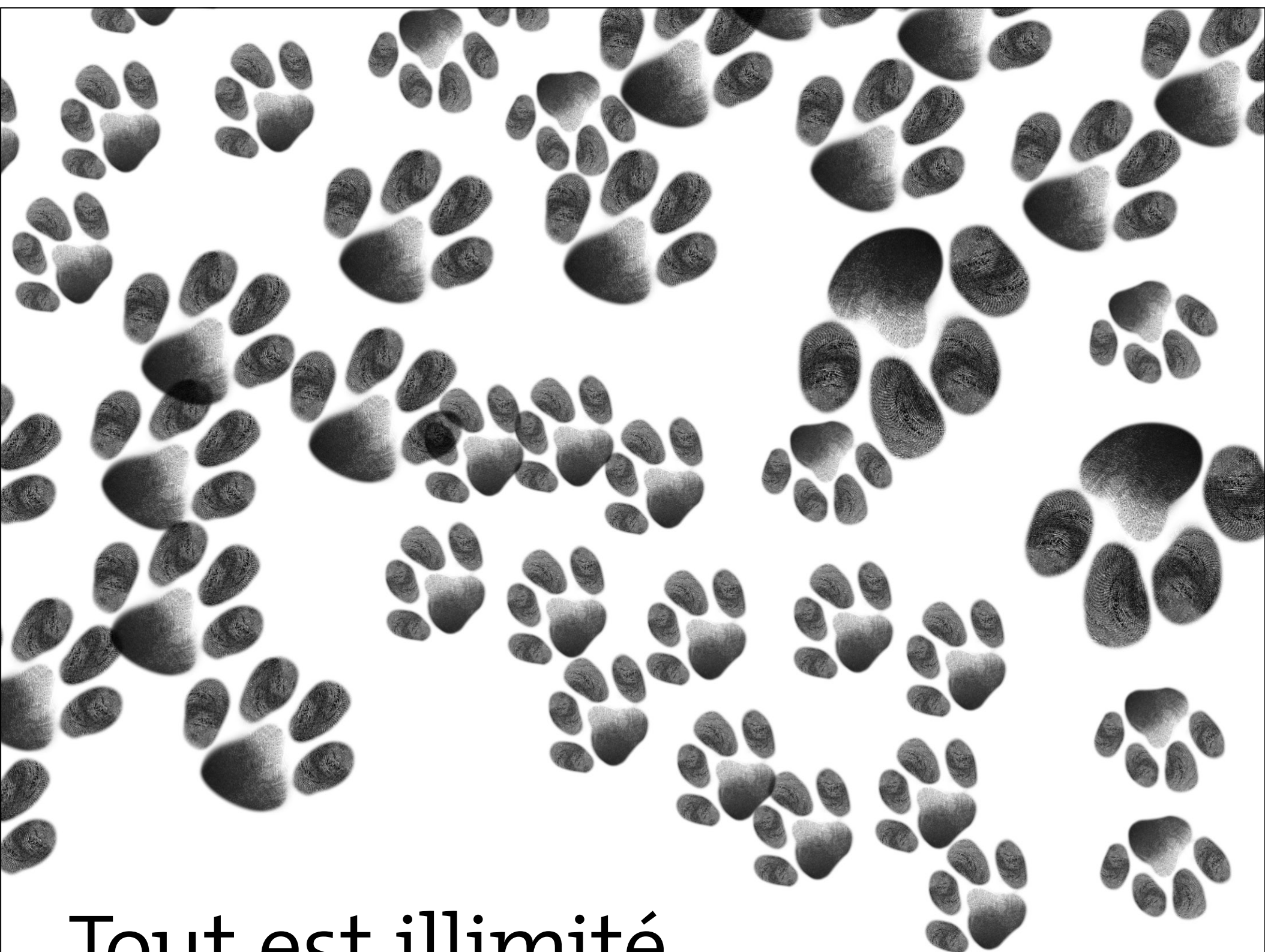
Faites vite!

Expérimenté et disponible. Cherche relation à long terme.



2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaVal.com

BMW Laval
Le plaisir commence ici.



Tout est illimité pendant 6 mois.

- > Appels locaux
- > Messages textes
- > Messages images

À l'activation d'un forfait à partir de

25 \$ par mois

Découvrez notre vaste sélection d'appareils, dont :



Nokia 6020



Sony Ericsson Z500



LG 2000



Composez le **1 888 945-FIDO (3436)** ou achetez sur **fido.ca**

L'offre d'appels locaux et de messages textes, images et vidéo illimités pendant six mois prend fin le 1^{er} novembre 2005 et s'adresse aux nouveaux clients qui font activer un forfait mensuel de temps d'antenne de 25 \$ ou plus avec Entente Fido®. Elle permet l'envoi et la réception illimités, pendant six mois, de ce qui suit : (i) messages textes d'un mobile au Canada vers un autre mobile au Canada ou aux États-Unis ; (ii) appels locaux au sein de la zone de couverture numérique Fido, à l'exception du réseau élargi ; (iii) messages images et vidéo d'un mobile au Canada à un autre mobile au Canada. Sous réserve de la politique d'utilisation équilibrée de Fido. Appareil compatible MMS requis. Les taxes, les frais d'interurbain et d'itinérance, les frais mensuels du service d'urgence 911 (50¢) et d'accès au réseau (6,95 \$) ainsi que les autres frais applicables sont en sus. Certaines conditions s'appliquent. Fido est une marque déposée de Fido Solutions Inc.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère

- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton
- Galeries Rive Nord
- Place Vertu



Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

3335698A

3335741

MONDE

Irak: nouveau délai pour la Constitution

D'APRÈS AP ET AFP

BAGDAD — Le gouvernement irakien n'a pas écarté hier de reporter à nouveau d'une semaine le dépôt devant le Parlement du texte de la Constitution que les dirigeants politiques négocient depuis le 7 août sans progrès apparent.

Ce blocage commence à inquiéter vivement la classe politique américaine, qui se demande comment sortir du bourbier irakien que le sénateur républicain du Nebraska, Chuck Hagel, n'a pas hésité à comparer hier à celui du Vietnam. Lors des débats politiques télévisés dominicaux, plusieurs parlementaires, démocrates comme républicains, ont ainsi fait part de leur découragement face aux maigres perspectives de pouvoir commencer à faire rentrer les quelque 138 000 soldats actuellement déployés en Irak.

« Deux ans et demi en Irak, plus d'un tiers de trillions de dollars engloutis, près de 1900 Américains perdus, la production de pétrole en baisse. Quelle que soit l'unité de mesure utilisée, nous ne sommes pas en train de gagner », a affirmé sur ABC M. Hagel, considéré comme un présidentiable pour 2008.

« Nous ne pouvons pas rester là-bas indéfiniment », a-t-il ajouté, insistant sur la nécessité que les Irakiens reprennent la main dans les six prochains mois pour éviter un enlèvement comparable au Vietnam.

« Nous devons commencer à réfléchir sur la façon de sortir de là sans laisser un vide qui déstabiliserait encore davantage le Moyen-Orient. Notre intervention là-bas a déstabilisé le

Moyen-Orient. Et plus nous restons, plus cette déstabilisation se poursuivra. »

Nouveau report

Selon un porte-parole du gouvernement irakien, si les factions politiques ne peuvent pas se mettre d'accord sur une version préliminaire d'ici ce soir, le Parlement risque de devoir amender la Constitution provisoire une nouvelle fois pour reporter la date butoir afin d'empêcher la dissolution du corps législatif.

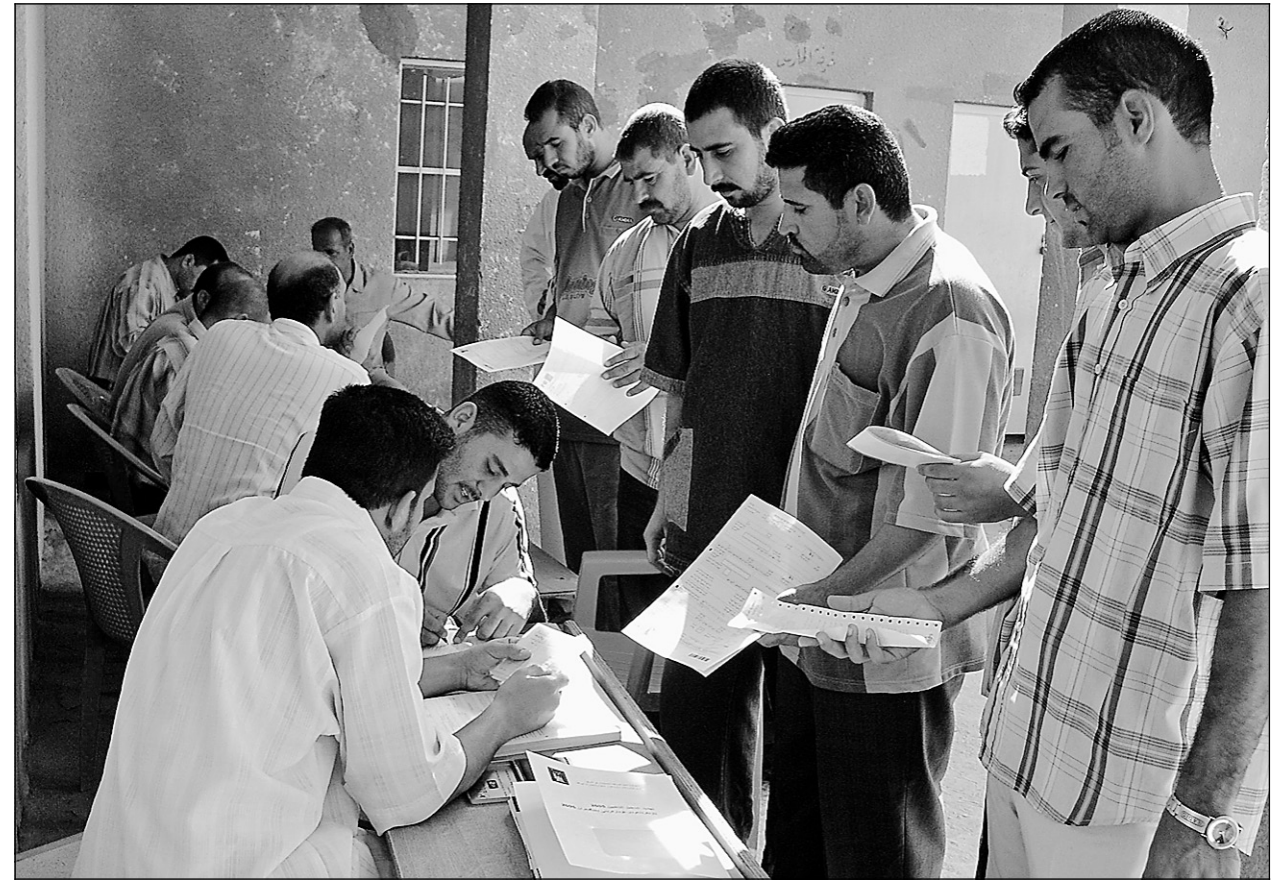
Cette date avait déjà été repoussée d'une semaine lundi dernier, les négociateurs n'ayant pas réussi à trouver un accord sur plusieurs questions litigieuses, parmi lesquelles le fédéralisme, la place de l'islam, la répartition des richesses pétrolières, les relations de pouvoir entre les provinces.

Le bloc arabe sunnite a publié un communiqué dans lequel il se plaint d'être tenu à l'écart du processus par les chiïtes et les Kurdes, qui concluent des accords sans lui.

Laïth Kubba, porte-parole du gouvernement, a espéré pour sa part que les dirigeants politiques terminent la rédaction du texte à temps. Sinon, a-t-il rappelé, il y a deux options : amender la Constitution provisoire une nouvelle fois et reporter la date butoir, ou bien dissoudre le Parlement.

Les chiïtes et les Kurdes ont suffisamment de sièges au Parlement pour faire voter le texte, même sans les sunnites. En raison du boycottage massif des élections du 30 janvier par leur communauté, ces derniers ne disposent en effet que de 17 sièges sur les 275 que compte l'Assemblée nationale. Les Arabes sunnites représentent pourtant quelque 20 % de la population du pays.

Mais les Arabes sunnites pour-



Les sunnites, qui ont largement boycotté les élections de janvier dernier, s'inscrivent massivement cette fois pour le référendum à venir sur la Constitution. Majoritaires dans quatre provinces, ils sont en mesure de faire échec au projet constitutionnel en vertu des règles référendaires établies.

PHOTO IBRAHIM MOHAMMED, AFP

raient, en théorie, saborder la Constitution lors du référendum du 15 octobre. En vertu des règlements actuels, la Constitution ne sera en effet pas adoptée si deux tiers des électeurs dans trois des 18 provinces s'y opposent à ce moment-là. Or les sunnites forment la majorité de la population dans au moins quatre provinces.

Par ailleurs, le gouvernement irakien a accusé hier la Jordanie d'abriter des éléments subversifs et

d'avoir autorisé la famille du rai déchu, Saddam Hussein, à financer un réseau visant à la déstabilisation de l'Irak.

D'autre part, quatre commandos de police ont été tués et cinq autres grièvement blessés dans le dynamitage hier soir de l'une de leurs positions à Madaïen, au sud de Bagdad, selon des sources sécuritaires irakiennes.

En outre, trois civils ont été tués et neuf autres ont été bles-

sés dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad, tandis que six autres ont péri dans d'autres attaques et que cinq personnes ont été enlevées, dont un ingénieur turc, selon des sources policières.

L'armée américaine a quant à elle indiqué que l'un de ses soldats a été tué dans une attaque à la bombe au nord de Bagdad, ce qui porte à 1858 le nombre de GI morts en Irak.

LE TOUR DU GLOBE

GAZA

Évacuation accomplie

Israël devrait achever aujourd'hui l'évacuation des colonies de la bande de Gaza, bien avant la date prévue, et va démanteler pour la première fois des implantations du nord de la Cisjordanie, où des incidents ont éclaté hier en fin de journée. « Demain sera le dernier jour de l'évacuation civile de la bande de Gaza », a annoncé hier soir le général Dan Harel, commandant de la région militaire sud d'Israël. Le général a dit que l'armée avait terminé hier l'évacuation de cinq colonies : Slav, Dougit, Elei Sinai, Katif et Atsmona. AFP

CORÉE DU NORD

Optimisme

Washington affiche son optimisme à dix jours de la reprise des négociations multilatérales sur le programme nucléaire nord-coréen, un ton qui tranche avec la position inflexible américaine adoptée depuis le début de la crise, il y a trois ans. Christopher Hill, le chef de la délégation américaine aux pourparlers qui doivent reprendre la semaine du 29 août à Pékin, a suscité des espoirs, en déclarant qu'un accord pourrait être trouvé d'ici octobre pour sortir d'une crise jugée inexorable par de nombreux experts. M. Hill a estimé que si les parties (Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Chine et Russie) tombent d'accord sur une déclaration de principe peu après la reprise des négociations, un accord final pourrait être en vue. AFP

Pertes de plus en plus fortes pour les É.-U. en Afghanistan

EMMANUEL DUPARCO
AGENCE FRANCE-PRESSE

KABOUL — Les États-Unis essuient depuis plusieurs semaines des pertes croissantes en Afghanistan, où plus de 70 de leurs soldats sont morts depuis le début de l'année, victimes des rebelles dont l'efficacité grandissante laisse craindre un deuxième enlèvement militaire après l'Irak.

Quatre soldats américains ont été tués et trois autres blessés hier par des bombes posées par des rebelles dans l'instable province de Zaboul (sud), a annoncé l'armée américaine.

L'année 2005 est d'ores et déjà la pire pour l'armée américaine en Afghanistan depuis son arrivée, à la fin de 2001.

Cette attaque porte à sept le nombre total des soldats américains tués en Afghanistan depuis le début de la semaine.

Elle porte surtout à 74 le nombre total des soldats américains morts en 2005 dans le cadre de l'opération Enduring Freedom menée en Afghanistan, dont une cinquantaine ont été tués par des tirs ennemis, les autres dans des accidents, selon le Pentagone.

L'année 2005 est d'ores et déjà la pire pour l'armée américaine en Afghanistan depuis son arrivée, à la fin 2001. Ainsi, le nombre de morts en 2005 comparé à celui des soldats déployés est plus élevé en Afghanistan (1 pour 243) qu'en Irak (1 pour 265), selon les chiffres du Ministère.

La coalition militaire sous commandement américain, qui compte aujourd'hui quelque 20 000 hommes en Afghanistan dont 90 % d'Américains, y était arrivée quelques semaines après les attentats du 11 septembre à New York, pour chasser du pays les talibans au pouvoir et leurs alliés du réseau Al-Qaeda.

Les pertes américaines dans le cadre d'Enduring Freedom vont croissant depuis 2001, selon le Pentagone : 12 (en deux mois) en 2001, 43 en 2002, 47 en 2003, 54 en 2004, 74 (en près de huit mois) en 2005. Plus inquiétant pour Washington, leur chiffre s'est emballé depuis début

juin avec près de 50 morts.

En face, les rebelles antigouvernementaux, notamment talibans, continuent certes à payer un lourd tribut, avec des centaines de morts depuis le début de l'année dans ces combats qui se concentrent surtout dans les régions instables du Sud, du Sud-Est et de l'Est, frontalières du Pakistan.

Mais le nombre de rebelles tués, estimé par les seules autorités afghanes et américaines, a tendance à diminuer quelque peu ces dernières semaines, contrairement à celui des victimes américaines.

« Il y a de l'évolution dans les attaques des rebelles. L'an dernier, 40 % des bombes artisanales atteignaient leur but. Aujourd'hui, on est à près de 90 % », explique un

responsable du bureau pour la sécurité en Afghanistan (Anso), chargé d'évaluer la sécurité du pays pour les ONG.

L'attaque d'hier en témoigne : quatre soldats américains ont été tués par une première bombe, et trois autres « blessés par d'autres explosions alors qu'ils tentaient de secourir leurs camarades », a précisé l'armée.

« Les rebelles ne cherchent plus une action d'ampleur, mais visent des cibles déterminées (responsables locaux, forces afghanes ou américaines). Ils semblent se concentrer aujourd'hui sur certaines régions, qu'ils maintiennent dans l'instabilité et peuvent utiliser comme refuge », estime le responsable d'Anso.

L'insécurité dans le Sud, le Sud-Est et l'Est de l'Afghanistan, alimentée par les complaisances dont bénéficient les rebelles au Pakistan, mais aussi par l'impopularité des Américains dans ces régions, n'a ainsi jamais été aussi forte depuis 2001, malgré presque quatre ans de présence américaine.

« Il y a plus de violence, et des éléments qui tentent de revenir. Nous ne le nions pas », a déclaré en début de semaine à Kaboul le nouvel ambassadeur américain en Afghanistan, Ronald Neumann, en réaffirmant que l'Afghanistan restait une priorité de l'administration Bush.

Un engagement qui se paie au prix fort, au moment où le déploiement des troupes fait débat aux États-Unis : Washington dépense chaque mois près d'un milliard de dollars en Afghanistan, et près de cinq milliards de dollars en Irak.

IRAN Résistance au nouveau président

AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — Le président ultra-conservateur iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a essuyé hier ses premières critiques ouvertes au parlement lors du vote de confiance à son gouvernement, qui ne sera peut-être pas la formalité annoncée.

Dans sa première épreuve intérieure depuis sa prise de fonctions le 3 août, le président s'est livré à une charge virulente contre l'Occident, qui voudrait assujettir son pays, et le libéralisme culturel, qui justifierait « toutes les déviations ».

Mais cette diatribe n'a pas dissipé les réserves sur certains ministres potentiels, dont celui du Pétrole, de la part d'un parlement pourtant largement dominé par les conservateurs.

Défendant son gouvernement, M. Ahmadinejad a prononcé l'un de ses discours les plus durs depuis son élection, le 24 juin, contre ces pays qui « veulent faire l'Iran ».

Sans évoquer explicitement la querelle nucléaire, qui suscite de vives tensions avec les États-Unis et l'Europe, M. Ahmadinejad s'en est pris aux pays qui « ne sont pas prêts à reconnaître nos droits légitimes et entendent s'ingérer dans nos affaires par leurs accusations sans fondement et sous différents prétextes comme les droits de l'homme ».

De tout pour éveiller vos sens!

La Fête Bières & Saveurs

À la découverte du goût!

Au Fort-Chambly

Du 2 au 5 septembre 2005

- 103 kiosques de bières et de produits du terroir
- Démonstrations culinaires
- Jongleurs, acrobates et musiciens
- Activités pour les enfants

Admission
Adultes (18 ans et +) 9\$ - taxes incluses
Enfants (17 ans et -) gratuit - accompagné d'un parent

(450) 447-2096 | www.bassinenfete.com

4^e édition

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAL

Sortir de Gaza



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Après le départ des 8000 à 9000 colons installés dans les 21 colonies de la bande de Gaza et le démantèlement d'une poignée d'autres installations en Cisjordanie, que peut-il se produire qui change vraiment les paramètres d'un conflit à ce jour désespérément insoluble ?

Difficile à dire alors que s'achevait, hier, une opération qui aura jusqu' alors été étonnamment pacifique. Elle a été menée par des forces militaires et policières (40 000 hommes) dont la patience et le tact auront été les armes principales.

Les colons eux-mêmes ont peu résisté, ou alors de façon es-

canadiens que l'opération pourrait entraîner. Néanmoins, tout cela ne garantit pas qu'Ariel Sharon, 77 ans, ait dorénavant un quelconque avenir politique devant lui.

Sans parler de sa situation à l'intérieur même de son parti, il devra d'abord compter avec la rage des colons expulsés : certains parlent d'un « nouvel Holocauste », résultat d'un complot antisémite fomenté « par les Européens et les Américains » unis à « Sharon, le traître ».

Ensuite et surtout, il devra espérer que le résultat net de l'opération ne consistera pas en un redémarrage du cycle de la violence.

Une nouvelle spirale que prévoient justement les colons expulsés. Et que promet, hélas, le Jihad islamique, convaincu que la terreur seule a forcé le départ des colons juifs.

Enfin, malgré cette décision improbable et politiquement coûteuse, les intentions de Sharon ne sont pas claires...

Pour l'heure, nonobstant toute réserve, même justifiée, le principe de réalité doit agir : le retrait israélien est un fait brut dont on peut tirer parti.

sentiellement passive. Les quelques scènes de violence qu'on a pu voir ont plutôt été orchestrées par des militants d'extrême droite qu'on dit venus de l'extérieur.

Bref, tout devrait être terminé au milieu de la semaine. Et, un peu plus tard, les 1,3 million de Palestiniens coincés dans l'étroite bande de terre reprendront possession des 25 % du territoire qui leur échappaient.

De son côté, la population israélienne est en général soulagée.

Ainsi, 59 % des citoyens — chiffre en hausse depuis le début du désengagement — appuient l'initiative du premier ministre Ariel Sharon.

Reflétant cette réalité, la presse israélienne s'est largement rangée du côté du retrait, la télé privée ayant notamment diffusé un documentaire accablant sur l'extrémisme et le mysticisme radical de certains colons de Cisjordanie et de Gaza.

Bref, exaspéré par le fardeau psychologique et financier du maintien des colonies, l'Israélien de la rue acquittera sans doute sans rechigner la facture de plus de 3 milliards de dollars

////////////////////
 Pour beaucoup de Palestiniens, c'est trop peu et trop tard, bien entendu. Sans entrer dans un débat que l'on sait sans fin, il faut reconnaître qu'il s'agit d'une des caractéristiques principales du conflit : pour les factions extrêmes, seul l'impossible serait suffisant.

Or, pour l'heure, nonobstant toute réserve, fût-elle totalement justifiée, le principe de réalité doit agir : le désengagement israélien est un fait brut dont il est possible de tirer parti.

Ainsi, malgré les contraintes (les colons partis, Israël n'en continue pas moins d'encadrer très lourdement Gaza), l'Autorité palestinienne doit :

1) Bâtir un dispositif de sécurité destiné tout autant à policer le territoire pour le bénéfice de ceux qui l'habitent qu'à endiguer toute exportation de la terreur.

2) Le successeur de Yasser Arafat a certainement à faire la preuve que l'Autorité palestinienne peut rompre avec son passé et administrer à peu près sagement les fonds publics.

3) Le président Mahmoud Abbas doit reconstruire une économie digne de ce nom — un objectif qui exige que l'État juif collabore pleinement lui aussi.

À supposer que tout cela se réalise, ce qui relève d'un optimisme béat, il n'y aura quand même aucune garantie de concessions futures de part et d'autre ni d'un réel redémarrage du processus de paix. Cela ne fera que situer ces éventualités dans le domaine du possible. En l'occurrence, ce serait déjà quelque chose.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Du journalisme... à pales !

Le lundi 15 août, le réseau TVA étrennait sa nouvelle acquisition : un hélicoptère pour son bulletin d'information. Au bulletin du lendemain, pour démontrer l'utilité de l'engin qui carbure à plein, le journaliste à pale prend un air sérieux et dégoûté pour nous annoncer qu'il surveillera (!) l'épouvantable hausse du prix de l'essence. Perplexe, j'hésite entre le rire ou l'achat d'un missile « scud ». Voilà l'exemple parfait de la non pertinence, de la futilité afin de créer la nouvelle pour nourrir le spectacle. La bêtise sera encore bien servie lorsque, du haut des airs, ce réseau couvrira la violence dans le métro, le port du « string » dans les écoles et les drames vécus par les prochains Star-Académiciens.

Sylvain Lajoie
 Montréal

Payons davantage

Je suis favorable à la hausse du prix de l'essence. Oui, oui : pour. Je ne suis ni terroriste environnementale, ni intégriste du bio, ni grano endurci. J'ai une voiture, et comme tous mes pairs, j'ai grimacé en faisant le plein de ma petite Toyota Tercel cette semaine. Comme individu (et comme étudiante !), j'en pâtis. C'est à titre de citoyenne en amont des générations à venir que je prends position. On parle depuis des années des problèmes de santé liés au smog, des problèmes environnementaux qu'impliquent la combustion de gaz fossiles et l'étalement urbain, mais les arguments environnementaux ne semblent pas être suffisamment convaincants pour entraîner une modification des habitudes à grande échelle. Si cette flambée qu'on anticipait depuis longtemps et qui semble devoir perdurer peut avoir pour effets secondaires de provoquer une conscientisation et favoriser l'utilisation accrue des transports en commun, la raréfaction des grosses cylindrées et la popularisation des véhicules hybrides, je suis bien prête à payer quelques dollars supplémentaires le plein.

Virginie-Arielle Angers
 Montréal

Un autre candidat à la direction du PQ...



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Un projet bien pensé

Mieux vaut contrôler le jeu que laisser les autres le contrôler

GAÉTAN FRIGON



Ancien président de Loto-Québec et de la SAQ, l'auteur a occupé différents postes de direction dans le commerce de détail pendant près de 40 ans. Il

est aujourd'hui copropriétaire de plusieurs entreprises dont Publipage inc.

Il faut avoir été PDG de Loto-Québec pour réaliser à quel point le moindre changement dans la gestion du jeu soulève les passions, que ce soit au niveau des billets de loterie, des appareils de loterie vidéo ou des casinos. Il y a ceux pour qui l'offre sera toujours trop importante et il y a ceux qui ne veulent pas perdre ce qu'ils considèrent un droit acquis. Et les politiciens, chaque fois qu'il est question de jeu, marchent sur des oeufs et préfèrent souvent ne pas prendre de décision plutôt que de risquer de se faire critiquer. (...)

Depuis l'ouverture du Casino de Montréal, le phénomène des casinos en Amérique du Nord a connu un essor tout simplement remarquable. Lorsque le Casino de Montréal a ouvert ses portes, il y en avait environ 65. Aujourd'hui, leur nombre atteint presque 400. Et si je demandais à ceux qui lisent cet article où sont situés les plus gros casinos, la plupart répondraient à Las Vegas ou à Atlantic City. Pourtant, les deux plus gros casinos en Améri-

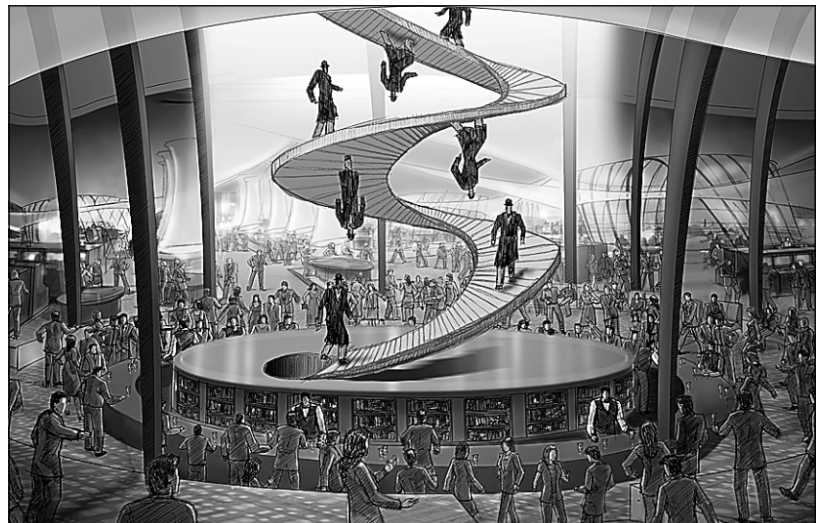


PHOTO CIRQUE DU SOLEIL

Dessin d'artiste du bar central du projet de casino au bassin Peel.

gès et les spectacles. Mais ici au Québec, c'est sans compter sur les groupes de pression qui veulent refaire le débat de société du début des années 90. Et leurs arguments sont toujours les mêmes : les grandes villes de la planète n'ont pas de casino, les gens de Pointe-Saint-Charles vont devenir des joueurs compulsifs, la Ville de Montréal va devenir un gros « bordel », les prêteurs sur gage vont faire fortune, mieux vaut mettre plus d'argent en santé, etc.

Vieux débat

Le débat sur les casinos au Québec a eu lieu il y a une douzaine d'années et on ne change pas les règles du jeu lorsque la partie est jouée. Il y a un casino à Montréal et il est peu probable qu'il ferme ses portes. Dans ce contexte, mieux vaut en avoir un nouveau, à la fine pointe de la technologie, qui pourra mieux remplir sa mission et attirer une clientèle touristique plus importante. Et en ce qui concerne la population de Pointe-Saint-Charles, il faut faire le tour de ce quartier pour réaliser que peu d'entre eux pourront se rendre à pied au nouveau casino à moins d'être des adeptes de la longue marche. En fait, le problème potentiel de jeu dans ce territoire est beaucoup plus relié au trop grand nombre d'appareils de loterie vidéo dans les bars qu'à l'arrivée d'un nouveau casino.

Le projet proposé par Loto-Québec est bien pensé et, fait important, il n'augmente pas l'offre globale de jeu. Et il est totalement faux de dire que, si Loto-Québec ne construit pas un nouveau casino d'un milliard de dollars, le gouvernement pourrait

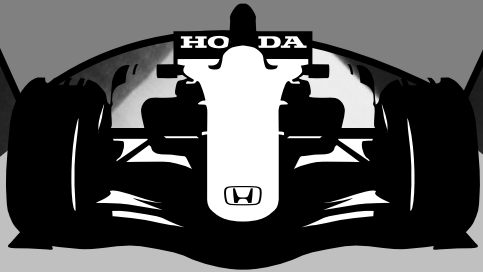
mettre cet argent dans la santé. C'est de la démagogie car non seulement le nouveau casino ne coûte rien aux contribuables, mais il rapportera plus au gouvernement à moyen terme. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'histoires d'horreur reliées aux casinos. Mais ces histoires existaient même sans casino à Montréal, l'appât du gain par le jeu faisant partie de la nature humaine.

Dans le monde d'aujourd'hui, il faut accepter que le jeu existe et que la très grande majorité des joueurs jouent pour leur plaisir. S'il n'y avait pas de casino à Montréal, il n'est pas dit que les joueurs dépenseraient moins. Il est évident qu'ils iraient ailleurs, ou dépenseraient plus dans les appareils de loterie vidéo, ou joueraient dans les casinos internet. Il n'y a aucun doute dans mon esprit qu'il est préférable de les voir dans un casino moderne, bien structuré et où la surveillance et la sécurité, avec près de 1000 caméras et des centaines de gardiens, sont d'une efficacité sans pareil.

Et que dire de l'alliance avec le Cirque du Soleil, une entreprise de chez nous reconnue pour ses prouesses sur toute la planète, notamment à Las Vegas. En fait, quand je vais à Las Vegas, c'est beaucoup plus pour aller voir un ou plusieurs spectacles du Cirque que pour aller jouer, même si j'aime l'atmosphère des casinos. Ce sera la même chose à Montréal : j'irai avec plaisir voir les spectacles du Cirque, sans nécessairement m'arrêter devant les machines à sous. Et si je m'y arrête, ce ne sera pas pour perdre ma paie.

QU'EN PENSEZ-VOUS ?
 forum@lapresse.ca

L'événement
FORMULE GAGNANTE
Honda



En location et à l'achat

1,9%
financement
jusqu'à 60 mois[†]

0\$
comptant
en location

Offre d'une
durée limitée

Berline ou Coupé
Civic DX 2005

Berline ou Coupé
Civic SE 2005

En location

En location

198\$*

par mois/60 mois

218\$*

par mois/60 mois

0\$
dépôt
de sécurité

Incluant
120 000 km
Transport et préparation inclus
en location seulement



Berline Si
illustrée



**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2005 mentionnés ci-après. Période de location 60 mois. Berline ou Coupé Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX et EM2115P) et Berline ou Coupé Civic SE 5 vitesses (modèle ES1535PX et EM2125PX). Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant total au terme de la location. Berline ou Coupé Civic DX 5 vitesses (modèle ES1515PX et EM2115P) : a) 198 \$, b) 0 \$, c) 11 880 \$. Berline ou Coupé Civic SE 5 vitesses (modèle ES1535PX et EM2125PX) : a) 218 \$, b) 0 \$, c) 13 080 \$. Franchise de kilométrage de 120 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photo à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

**Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 \$ sur certains modèles. †Taux de financement à partir de 1,9% à l'achat et à la location pour 60 mois. L'offre spéciale de financement ne peut être jumelée à aucun autre programme promotionnel. Offre sujette à changement sans préavis par le manufacturier.